

ÉDITORIAL

Vol. 6, n. 13, année 2019

La *Revista Culturas Jurídicas* (RCJ) atteint son **volume 6** avec la publication de son **numéro 13**, qui fait référence à la période de janvier à avril 2019. Le thème de ce numéro est **«Les défis actuels du droit constitutionnel au Brésil et en Amérique Latine: l'environnement, les populations indigènes et la justice transitionnelle»**. La devise est l'évaluation critique de la façon dont le constitutionnalisme latino-américain et brésilien se dresse face aux défis posés actuellement par l'avènement de gouvernements engagés dans des discours sur la croissance économique associés à des reculs sur les droits fondamentaux.

Alors que les autorités publiques prononcent quotidiennement des discours de haine, parallèlement, un processus de démantèlement de l'État et des attaques frontales contre des minorités sociales progressent à un rythme soutenu au Brésil et dans plusieurs pays d'Amérique latine. Plus intense et plus rapide que le processus d'intégration du programme du néolibéralisme dans les années 90, ce que nous constatons aujourd'hui va au-delà, surtout, en ce qui concerne la réduction matérielle de la souveraineté des pays à économies dépendantes, qui présentent encore une fois un nombre élevé de pauvreté, d'inégalités socioéconomiques, de déforestation et de décès de dirigeants populaires.

Ce coup porté à la règle démocratique, aux droits fondamentaux, aux conquêtes sociales et au constitutionnalisme lui-même constitue également une négation du passé d'un autoritarisme institutionnalisé de dictatures sanguinaires et une tentative de reconstruction discursive de l'histoire à travers des récits isolés de faits et de documentation. De plus, les facettes d'une probable montée de l'autoritarisme ciblent principalement les établissements d'enseignement public, les éducateurs, les enseignants, les chercheurs, les étudiants et... l'autonomie pédagogique et la souveraineté nationale. Plutôt que des contrôles idéologiques traversés par des discours de neutralité, l'option consiste clairement à étrangler l'autonomie des institutions libre pensée par le biais du budget. Avec la coupure brusque et somptueuse des financements - y compris les provisions - et afin de rendre l'éducation publique irréalisable, le système revient sur le marché (lire: grands conglomérats de sociétés multinationales et/ou avec des actionnaires majoritairement étrangers) non seulement l'origine du «financement», mais aussi le choix des domaines et des thèmes de recherche dans l'enseignement supérieur, ainsi que les niches de professionnalisation dans l'enseignement secondaire et technologique et la militarisation de l'enseignement élémentaire.

Parmi d'autres, ce sont les défis actuels du droit constitutionnel au Brésil et en Amérique Latine, qui sont résumés par thème dans le présent numéro 13, dans l'axe «l'environnement, les indigènes et la justice transitionnelle», sur la base des contributions reçues des chercheurs du Brésil, du Mexique et de Cuba. À ce stade, nous réaffirmons l'objectif de la *Revista Culturas Jurídicas* d'être un refuge pour les divers courants qui composent le pluralisme juridique brésilien, latino-américain et mondial, en recherchant toujours la rigueur scientifique dans l'analyse des textes reçus, afin qu'ils soient reconnus comme une contribution à la génération de connaissances de manière plurielle et critique.

Nos lecteurs et contributeurs peuvent être assurés que les articles présentés ici ont été, sont et seront toujours le fruit du travail acharné des auteurs qui nous honorent avec leurs textes et de travail éditorial rigoureux. Plus que jamais, nous souhaitons la bienvenue aux auteurs qui ont choisi ces pages pour publier vos travaux et nous invitons les lecteurs et les contributeurs potentiels et anciens à soumettre vos articles pour publication sur nos pages.

Nous avons commencé cette édition avec la **Section Articles**, inaugurée avec deux articles en format bilingue - espagnol / portugais.

Notre premier article est rédigé par le cubain **Mylai Burgos Matamoros**, professeur docteur et chercheur à la Faculté de Droit de l'*Universidad Autónoma de la Ciudad de México* (UACM) et à la Faculté de Droit de l'*Universidad Nacional Autónoma de México* (UNAM), au Mexique. Intitulé "**La nouvelle Constitution de la République de Cuba: gouvernement autonome républicain, socialiste et fraternel**" / "**La nueva Constitución de la República de Cuba: autogobierno republicano, democrático, socialista y fraternal**", cet article est l'un des premiers publiés - en particulier, en portugais - concernant le nouveau texte constitutionnel cubain, promulgué le 10 avril 2019. Le but de cet article est d'analyser de manière critique la nouvelle Constitution de la République de Cuba, en montrant en détail comment s'est déroulée la consultation populaire et la réforme constitutionnelle qui ont donné lieu à un nouveau texte constitutionnel visant à adapter le projet socialiste au nouveau présent cubain et mondial. Dans une perspective dialectique critique, l'auteur expose en détail les principaux éléments de la nouvelle Constitution - principes fondamentaux, politique, économie, droits humains et garanties fondamentales – en décrivant l'ensemble du processus constitutionnel, qui avait comme processus initial la participation large et effective des citoyens cubains, y compris les résidents cubains à l'étranger.. Le texte original en espagnol a été traduit en portugais par Bruna Jokobi, étudiante en master du PPGDC-UFF, et par le professeur Enzo Bello, rédacteur en chef du RCJ et professeur du PPGDC-UFF.

Le deuxième article est rédigé par le mexicain **Jesús Antonio de la Torre Rangel**, docteur en philosophie à l'*Universidad Nacional Autónoma de Mexico* (UNAM) au Mexique et professeur à l'*Universidad Autónoma de Aguascalientes*, au Mexique. Le célèbre professeur mexicain, du domaine d'études du «droit né du peuple», aborde le thème «**Droit insurgé et droits humains: la défense du territoire et de l'autonomie des communautés indigènes mexicaines**» / “**Derecho insurgente y derechos humanos: la defensa del territorio y la autonomía de comunidades indígenas mexicanas**”, dans un article qui présente les luttes de résistance menées par les populations indigènes et les peuples originaires mexicains contre l'offensive économique, politique et juridique du capitalisme dans les temps présents. Précisément, il analyse les expériences de défense des droits des populations indigènes proclamés et exercés par des insurrections politique-juridiques qui produisent un droit d'insurrection. La traduction a été réalisée par Giuliana Ribeiro Casazza, étudiante en master du PPGDC-UFF, sous la direction de notre Rédacteur en Chef, le Professeur Docteur Enzo Bello (PPGDC-UFF).

Notre troisième contribution provient du professeur **Vívian Lara Cáceres Dan**, de l'Université d'État de Mato Grosso (UNEMAT), à Barra do Bugres (MT), et s'intitule: « **Le processus de consolidation de l'autonomie indigène de la nation Monkoxí - TCO de Lomerío en Bolivie** ». L'article traite du contexte et de la mobilisation de la CICOL, l'organisation indigène centrale des communautés originaires de Lomerío, qui lutte pour la consolidation de l'autonomie et des droits des indigènes en Bolivie, sa structure politique et administrative et la compréhension des éléments spécifiques des affrontements avec l'État bolivien afin de faire avancer la discussion sur le processus de décolonisation et les autonomies indigènes qui vont au-delà des aspects juridiques et institutionnels.

La quatrième étude qui a contribué à ce numéro est une collaboration entre les professeurs **Daniel Araújo Valença** et **Rodrigo Vieira Costa**, du Programme de troisième cycle en droit de l'Université Rurale Fédérale de Semi-Aride (UFERSA), Rio Grande do Norte et l'étudiant en master en droit de l'Université Fédérale de Rio Grande do Norte (UFRN), **Ronaldo Moreira Maia Júnior**. L'étude, intitulée «**La construction historique du droit humain à l'eau: de la Guerra del Agua à la reconnaissance internationale** », analyse le droit à l'eau en tant que droit humain du processus de revendication de cette ressource naturelle dans le contexte de la privatisation des années 2000 en Bolivie, également connue sous le nom de *Guerra del Agua*, les répercussions de ce conflit sur le processus constitutif de

la Bolivie, ainsi que la reconnaissance de l'eau en tant que droit humain au niveau international.

La cinquième étude illustrant cette édition est également un article écrit à quatre mains par la Professeuse **Tatiana de Almeida Freitas Rodrigues Cardoso Squeff**, du Programme de troisième cycle en droit de l'Université Fédérale d'Uberlândia (UFU), Minas Gerais, et par l'étudiante en master en droit public à UNISINOS, Rio Grande do Sul, **Michelle Alves Monteiro**. L'étude porte le titre «**Le Brésil, un pays de tous? La question territoriale des population indigènes dans le système juridique brésilien et la construction d'un État plurinational** », et il est proposé de débattre de ces thèmes comme un moyen de (re)penser la situation oppressive et assimilatrice présentée aujourd'hui à partir de la construction de l'État Plurinational - un modèle d'État qui aspire au pluralisme et à la participation de tous les peuples à la vie politique, juridique et sociale.

Le sixième article de ce numéro 13 est rédigé par la professeure **Caroline Barbosa Contente Nogueira**, de l'Université Fédérale d'Amazonas (UFAM), Amazonas, par **Diego Ken Osoegawa**, doctorant en biotechnologie à l'UFAM et chercheur à l'Observatoire du droit socio-environnemental et des droits humains au Amazônia (FD/UFAM) et **Roger Luiz Paz de Almeida**, docteur en droit de l'Université Pontificale Catholique de Paraná (PUCPR) et professeur à l'Université Fédérale d'Amazonas (UFAM), Amazonas. Intitulé « **Politiques de développement en Amazonie: Analyse de la déforestation au cours des dix dernières années (2009-2018)** », le texte propose de décrire et d'analyser les principaux projets de développement en Amazonie et leur impact sur la déforestation, soit en encourageant l'occupation du territoire, promue par l'État brésilien ou par l'introduction d'activités agricoles. Après analyse des données et description historique, il a été conclu que les projets de développement sont fondés sur une logique économique, sans tenir compte des particularités régionales sociales et environnementales, en produisant des impacts environnementaux irréversibles, tels que la déforestation.

Dans notre septième contribution, un autre article écrit conjointement, rédigé par **Leilane Serratine Grubba**, professeur au Programme de troisième cycle en droit du Complexe de l'Enseignement Supérieur du Sud (IMED), Rio Grande do Sul, et par le professeur **Marta Carolina Giménez Pereira**, docteur en droit de l'*Instituto de Investigaciones Jurídicas UNAM* (Mexique), maîtrise en droit privé de l'*Universidad Nacional de Rosario* (Argentine) et diplômée en licence en droit de l'*Universidad Nacional de Asunción* (Paraguay). Les auteurs apportent une étude publiée en format bilingue

(portugais/espagnol) intitulée « **La dimension environnementale du développement: contributions aux droits humains** » / “**La dimensión ambiental del desarrollo: aportes para los derechos humanos**”. Le document traite de la dimension environnementale de la complexité du développement humain, dans le but d’étudier le lien qui existe entre la dépendance du développement humain et le développement durable de l’environnement. L’article posait un problème de relations entre l’être humain et l’environnement pour affirmer la nécessité d’une relation complexe entre l’homme et la nature en faveur du développement, entendue comme le développement d’une vie digne, matériellement et immatériellement.

Le huitième article a été rédigé par le professeur **Gustavo Borges Silveira**, du Programme de troisième cycle en droit de l’Université de l’Extrême Sud (UNESC), Santa Catarina, et par **Marina Moura Lisboa Carneiro de Farias Carvalho**, étudiante en master au même établissement académique et notaire et greffier du bureau de la paix du District de São Bento Baixo, Nova Veneza/SC. L’article s’intitule « **Les "nouveaux" droits et l’irruption de la protection constitutionnelle des droits de la nature** » et son objectif général est d’analyser les droits de la nature et l’émergence d’un "nouveau" sujet de droit, la nature, dans la perspective de protection des «nouveaux» droits. Afin de vérifier cet objectif, le problème de recherche suivant a été formulé: la nature peut-elle être considérée comme un «nouveau» sujet de droit?

La neuvième contribution de cette édition a été écrite par le professeur docteur **Cleide Calgato**, du Programme de troisième cycle en droit de l’Université de Caxias do Sul (UCS), Rio Grande do Sul, et par le doctorant et maître du même établissement académique, **Giovani Orso Borile**. Intitulé "**Géopolitique de l’environnement et dimension internationale de la protection de l’environnement**", le travail développe une analyse de la géopolitique et de l’application de ses concepts et pratiques dans le domaine de l’environnement et de la proposition de protection de l’environnement. L’objectif est de démontrer son efficacité sur les questions environnementales locales et transnationales, en faisant de la proposition de la géopolitique de l’environnement une étude des questions territoriales, politiques et écologiques en mettant l’accent sur la dynamique internationale. Il présente à travers un processus analytique et interprétatif les principales nuances et perspectives de la géopolitique environnementale et son importance pour la conservation et la protection des ressources naturelles.

Notre dixième contribution est faite par le professeur **Rafael Lameira Giesta Cabral**, du Programme de troisième cycle en droit de l’Université Rurale Fédérale de Semi-

Aride (UFERSA), Rio Grande do Norte, et par **Ramon Rebouças Nolasco de Oliveira**, professeur à même établissement académique et doctorant en droit de l'Université de Brasilia (UnB). Sous le titre « **Commission Nationale de la Vérité au Brésil: le fil du rapport et le droit à la mémoire et à la vérité** », l'article aborde le thème de la mémoire et de la justice de transition, en examinant le contexte de l'institution de la Commission Nationale de la Vérité - CNV brésilienne, chargée d'enquêter sur les violations des droits humains survenues entre 1946 et 1988. À partir de l'analyse des documents législatifs et de l'histoire constitutionnelle comme point de départ méthodologique, une contextualisation historique normative de l'émergence de la Commission Nationale de la Vérité au Brésil et de ses relations avec les problèmes relatives à la mémoire, à l'histoire, à l'oubli et au ressentiment a été réalisée.

Le onzième article continue sur le même thème et s'intitule « **Justice de transition et amnistie au Brésil: le paradoxe d'une 'transition négociée'** ». Préparé par **Vitor Umbelino Soares Junior**, maître en droits humains de l'Université Fédérale de Goiás (UFG), Goiás, et juge à la Cour de Justice de l'État de Goiás (TJGO), l'article vise à analyser le modèle de transition brésilien sous l'un de ses aspects principaux, à savoir l'approbation de la loi n. 6.683/79 et l'édification subséquente d'une pensée politique-juridique dominante, consistant à ne pas tenir pour responsables les agents publics qui ont commis des violations graves des droits humains sous le régime dictatorial, condition de la «réconciliation nationale». L'analyse de cette question prend en compte l'interprétation adoptée par la Cour Suprême Fédérale du Brésil au sujet de la loi d'amnistie, qui est née à la suite d'un accord politique entre le gouvernement et la société civile. À travers une revue bibliographique de quelques-uns des principaux ouvrages sur le sujet, il cherche à souligner le paradoxe d'une victoire pour tous avec l'approbation de la loi susmentionnée et ses conséquences pour le maintien actuel des limites qui entravent le progrès d'une justice transitionnelle au Brésil.

Notre douzième contribution provient des professeurs docteurs **Emilio Meyer, Thomas da Rosa de Bustamante et Onofre Alves Batista Junior**, tous membres du Programme de troisième cycle en droit de l'Université Fédérale de Minas Gerais (UFMG). Le trio de chercheurs expose les résultats de la recherche sur « **L'autonomie universitaire, la démocratie et le fédéralisme** ». Le but de cet article est de défendre l'autonomie des universités en tant que norme constitutive de la démocratie brésilienne établie par la Constitution brésilienne de 1988. À cette fin, il cherchera à démontrer les liens qui existent entre le sens de l'autonomie des universités, la préservation de la démocratie et la garantie du fédéralisme. La méthode utilisée part des attaques récentes contre les universités publiques

brésiliennes, en la comparant au scénario international d'ascension autoritaire. L'autonomie financière apparaît comme un élément essentiel: nous montrerons que les récentes coupes budgétaires impliquent une violation de la Constitution et de la loi de 1988. Les résultats de la recherche indiquent que les restrictions à l'autonomie des universités sont liées à des politiques autoritaires. Il est conclu qu'il existe un besoin urgent de sauvetage normatif de l'autonomie universitaire au Brésil.

La treizième et avant dernière collaboration dans la section des articles de ce numéro est écrite par le professeur **Flávio Pansieri**, de l'Université Pontificale Catholique de Paraná (PUCPR), Paraná, et par **René Erick Sampar**, doctorant en droit de l'Université Fédérale de Santa Catarina (UFSC), Santa Catarina, et coordinateur de l'Ecole Judiciaire Électorale du Tribunal Électoral Supérieur (TSE). Les auteurs présentent leur étude intitulée « **Affirmation du constitutionnalisme démocratique et de la force normative de la Constitution chez Konrad Hesse** », qui vise à analyser le constitutionnalisme démocratique du point de vue de la force normative, postulé par Konrad Hesse dans le débat bien connu fixé avec les idées de Ferdinand Lassalle. À travers la revue bibliographique de différents auteurs, en particulier le texte «La force normative de la Constitution», le texte relie les postulats de Hesse à la théorie démocratique contemporaine, afin d'instaurer un dialogue sur certaines questions politique-sociales qui ont été posées dans le temps présent. À partir de la revue bibliographique de Konrad Hesse et d'autres auteurs nécessaires à la compréhension du sujet, ils cherchent à rappeler l'importance et l'actualité de cette théorie constitutionnelle et démocratique pour le renforcement des institutions juridiques et politiques qui nous ont été léguées.

La quatorzième et dernière contribution dans la section des articles de ce numéro est de **Daniela Regina Pellin**, étudiante au doctorat en Droit Public à l'Université de Vale dos Rio dos Sinos (UNISINOS), Rio Grande do Sul, chercheuse invitée à l'Université de Padoue/Italie et professeur. du Programme de troisième cycle en droit des sociétés et des entreprises à UNISINOS et **Wilson Engelmänn**, docteur de l'Université de Vale dos Rio dos Sinos (UNISINOS), coordinateur exécutif du naster professionnel en droit des sociétés et des entreprises à UNISINOS et professeur et chercheur au Programme de troisième cycle en droit - Master et Doctorat - UNISINOS. Le texte est publié en format bilingue (portugais/anglais) et s'intitule « **Le Brésil et le seul moyen de se conformer à l'Agenda 2030: les entreprises, les institutions et les nanotechnologies** » / “**Brazil and the oneway of Agenda 2030 Compliance: Companies, Institutions and Nanotechnologies**”. L'article vise à démontrer qu'il s'agit de deux côtés imparfaits de la même pièce: l'interne, pour le mauvaise

compréhension systémique de la communication globale qui inclut le rôle des institutions et des nouvelles technologies; l'externe, pour le peu de contribution et le manque de gestion de cette communication systémique globale qui dépasse les ressources fournies dans les pays en développement.

Dans la section «**Entretiens**», nous apportons l'interview intitulée « **La démocratie constitutionnelle en carrefour** », qui a été concédée à la RCJ par le professeur chilien **Javier Couso Salas**, Ph.D., professeur à l'Université de Californie à Berkeley (États-Unis), professeur de droit à l'Université Diego Portales (Chili) et coordinateur des tendances mondiales en matière de constitutionnalisme à l'Université d'Utrecht (Pays-Bas). Le professeur Javier Couso Salas répond aux questions de la devise de ce numéro 13, abordant clairement et profondément les questions de nos enquêteurs et en laissant pour le compte du public un cours sur les nuances du constitutionnalisme démocratique aujourd'hui.

Enfin, nous présentons la section «**Revue Bibliographiques**» réalisée par les étudiants de premier cycle en Droit de l'Université Fédérale de Fluminense (UFF). Les étudiants **William Adolcino Siqueira Ferreira** et **Yan Victor Amorim de Paulo** ont passé en revue le mémoire de maîtrise intitulé «Droit et relations interraciales - une introduction critique au racisme», écrit par Dora Lúcia de Lima Bertúlio; les universitaires **Gabriel Campos Lopes da Sulva** et **Lorena Cabral Botelho** présentent leur travail sur le livre de Wolfgang Streeck «Le temps acheté: la crise différée du capitalisme démocratique». Nous avons également reçu la contribution de **Juliane Sant'Ana Bento** avec la revue du livre «Judiciaire et Éthique: perspectives», par José Renato Nalini. Aux jeunes chercheurs, nous vous remercions et vous encourageons à poursuivre vos recherches avec cet éclat déjà présenté.

Nous remercions les jeunes qui commencent à suivre le chemin de la recherche et vous invitons à continuer à collaborer quand vous le souhaitez. En clôturant cette édition de la RCJ, nous présentons des résumés des mémoires de maîtrise soutenues pendant la période par les étudiants de l'époque de PPGDC, maintenant maîtres en droit constitutionnel. Nous félicitons les diplômées **Anne Nimrichter Oliveira** (*Droit et citoyenneté à travers l'école: le cas de l'École Professeur Aclimea de Oliveira Nascimento*, mémoire préparé sous la direction du Prof. Dr. Gladstone Leonel da Silva Junior), **Bianca Rodrigues Toledo** (*Je rime, donc je suis: La résistance des cercles culturels dans la lutte pour le droit à la ville*, mémoire préparé sous la direction du professeur Dr. Enzo Bello), **Cecília Bojarski Pires** (*Citoyenneté active et droit à la ville: un étude empirique sur l'Ocupação Povo Sem Medo de São Bernardo do*

Campo (SP), mémoire préparé sous la direction du Prof. Dr. Pedro Curvello Saavedra Avzaradel), **Felipe Romão de Paiva** (*Le droit trouvé dans le corps: la maison n'est pas une maison vivante*, mémoire sous la direction du Prof. Dr. Enzo Bello), **Greyce Danielle Alves Barbosa** (*Décolonisation de l'Académie: la promotion de la représentativité féminine, noire et périphérique par le biais de l'éducation populaire - une étude de cas sur l'expérience de PPGDC/UFF et du Pré-Pós Dr. Luiz Gama*, mémoire préparé sous la direction du Prof. Dr. Gladstone Leonel da Silva Junior), **Guilherme Mello Graça** (*Fake News et Processus Électoral: La Croisade Quixotique du Tribunal Supérieur Électoral pour combattre les Fausses Nouvelles*, mémoire préparé sous la direction du Prof. Dr. Cássio Luís Casagrande), **Iara Duque Soares** (*(Toujours) à propos des murs médecin-judiciaires et des femmes: féminismes antimanicomiaux et système de justice brésilien*, mémoire sous la direction du Prof. Dr. Gladstone Leonel da Silva Junior), **Juliano de Oliveira Pinto** (*Les demandes de réintégration du particulier pour comportement administratif restrictif de l'Administration Publique sur une propriété privée*, mémoire rédigé sous la direction du professeur André Saddy), **Karina Abreu Feire** (*Transition post-autoritarisme et expériences démocratiques au Brésil: une analyse comparative des processus constitutifs brésiliens de 1945-1946 et 1987-1988*, mémoire préparé sous la direction du Prof. Dr. Cássio Luís Casagrande), **Larissa de Paula Couto** (*La poésie et la ville ne sont pas un luxe: les écrits de femmes noires dans le vieux centre de Salvador*, mémoire rédigé sous la direction du professeur Dr. Gladstone Leonel da Silva Junior), **Lucas Pontes Ferreira** (*Clinique sur les droits humains et le litige stratégique: une perspective de l'interaction et des échanges de connaissances entre droit et société civile*, mémoire préparé sous la direction du Prof. Dr. Enzo Bello), **Luiz Marcelo da Fontoura Xavier** (*Constitutionnalisation d'enquête policière: La loi 12,830/13 à la lumière de la Constitution*, mémoire préparé sous la direction du Prof. Dr. Taiguara Libano Soares et Souza), **Rafael Barcelos Tristan** (*Droits fondamentaux et mesures socio-éducatives: contrôle et discipline de la jeunesse à travers la mesure socio-éducative de l'internement dans les unités de la Fundação Casa (SP)*, mémoire préparé sous la direction de Dr. Taiguara Libano Soares et Souza), **Samanta Francine Pinto Alvarenga** (*La double vulnérabilité de l'enfant réfugié et sa protection au Brésil*, mémoire sous la direction de Prof. Clarissa Maria Beatriz Brandão de Carvalho Kowarski), **Victor Hugo Pacheco Lemos** (*Dialogue sans fin: suprématie judiciaire et réaction du congrès dans le constitutionnalisme brésilien – un étude de cas de la vaquejada à la lumière des théories du dialogue institutionnel*, mémoire sous la direction du professeur Dr. Cássio Luís Casagrande), **Wilson Tadeu de Carvalho Eccard**

(L'ordre économique constitutionnel à la lumière de nouvelle économie circulaire, mémoire préparé sous la direction du professeur Eduardo Manuel Val), Renato Barcellos de Souza (Le dialogue des sources appliqué au problème du déclassement des champs de production de pétrole et de gaz en mer, mémoire sur les orientations de prof, Clarissa Maria Beatriz Brandão de Carvalho Kowarski), Eduardo Langoni de Oliveira Filho (entre la lutte contre la corruption et la limitation de la compétitivité: l'exigence de programmes d'intégrité pour contracter avec le gouvernement, mémoire préparé sous la direction du Prof. Dr. André Saddy), Veneranda Nicolitt Roza (Post-démocratie ou exception: un regard sur la présomption d'innocence au Brésil contemporain, mémoire préparé sous la direction du Prof. Dr. Taiguara Libano Soares et Souza), et nous vous souhaitons beaucoup de succès dans vos recherches futures!

En clôturant cet éditorial, nous rendons hommage aux personnes qui nous ont quittés, dont la vie a été détruite par des pratiques autoritaires de violence d'État, dans le passé et le présent, et qui se sont battues pour des drapeaux d'égalité et de diversité, reconnus normativement par le constitutionnalisme démocratique, mais pas garanti dans la pratique.. **Fernando Santa Cruz, présent! Francisco Pereira Tukano, présent! Emyra Wãiapí, présente!**

Niteroi, 6 août 2019.

Prof. Dr. Enzo Bello
Rédacteur en chef du RCJ

Étudiante en Master Lilian Ferreira
Rédacteur Assistant du RCJ

Étudiante en Master Maria Clara Conde Moraes Cosati
Rédacteur Assistant du RCJ

Arts graphiques:
Maître Pablo Ronaldo Gadea de Souza (doctorant de la Nouvelle Univ. de Lisbonne)
Rédacteur Assistant du RCJ